MAIRIE DE HARDINVAST

1 bis rue de la Mairie
50690 HARDINVAST

Téléphone 02.33.52.02.16

PROCES VERBAL

REUNION DU 02 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le deux décembre à dix-huit heures trente, s'est réuni le Conseil Municipal de la commune de Hardinvast sous la présidence de M. Guy AMIOT.

Étaient Présents : M. Guy AMIOT, Mme Arlette VIDEGRAIN, M. Jacques ROLAND, Mme Claudine ANQUETIL, M. Patrick ESNAULT, Mme Carine MEDANI, M. Laurent LE MARQUIS, M. Arnaud LEFRANÇOIS, M. Antoine PHILIPPE, M. Eric RULIER, Mme Isabelle GAMACHE, M. Christophe POLIDOR, M. Benoît LE BLOND.

Etaient absents excusés : Mme Manon DUBOST (pouvoir à Mme Claudine ANQUETIL), Mme Nathalie MEZIERES (pouvoir à Mme Carine MEDANI).

Secrétaire de séance : Mme Carine MEDANI

Début de la séance : 18h30

Le Procès-Verbal de la séance du 30 octobre 2024 est approuvé à l'unanimité.

PERSONNEL

021224-53

Contrat d'assurance des risques statutaires du personnel

Délibération donnant habilitation au CDG50.

- Vu le code général de la fonction publique,
- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code des assurances.
- Vu le Code de la commande publique.
- Vu, le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Le Maire expose :

- L'opportunité pour la collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance des risques statutaires du personnel garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;
- Que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche peut souscrire un tel contrat pour son compte en mutualisant les risques.

- Que notre collectivité adhère au contrat groupe en cours dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025 et que compte tenu des avantages d'une consultation groupée effectuée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche, il est proposé de participer à la procédure avec négociation engagée selon l'article R2124-3 du Code de la commande publique.

Il précise que, si au terme de la consultation menée par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche, les conditions obtenues ne convenaient pas à notre collectivité la possibilité demeure de ne pas signer l'adhésion au contrat.

Après en avoir délibéré et procédé au vote,

Décide :

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche est habilité à souscrire pour le compte de notre collectivité des contrats d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être menée par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- AGENTS TITULAIRES OU STAGIAIRES AFFILIES A LA CNRACL :

- Décès
- Accidents du travail - Maladies imputables au service (CITIS)
- Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

- AGENTS TITULAIRES OU STAGIAIRES NON AFFILIES A LA CNRACL OU AGENTS CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC :

- Accidents du travail - Maladies professionnelles
- Incapacité de travail en cas de maternité, d'adoption et de paternité, de maladie ou d'accident non professionnel.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la collectivité une ou plusieurs formules.

Ces contrats présenteront les caractéristiques suivantes :

- Durée du contrat : **4 ans**, à effet du **1^{er} janvier 2026**
- Régime du contrat : **Capitalisation**

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

021224-54

Convention de participation proposée par le centre de gestion au titre du risque prévoyance
A compter du 1^{er} janvier 2025, la participation deviendra obligatoire pour le risque « Prévoyance » à hauteur d'au moins 7 € par mois par agent.

Les collectivités et établissements publics devront à compter de cette date soit :

- avoir négocié leur propre contrat collectif,

- participer financièrement aux contrats individuels labellisés de leurs agents,
- avoir adhéré au contrat proposé par le CDG.

Dans un souci d'anticipation, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche propose, depuis 2023, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, des contrats de groupe conclus à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 modifié relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche n° 2021-71 du 14 décembre 2021, approuvant le lancement de la procédure de consultation ;

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche n° 2022-44 du 12 juillet 2022, approuvant le choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation relative au risque « Prévoyance », pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028 ;

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion de la Manche et le groupement Intérieure / Willis Towers Watson ;

Vu la déclaration d'intention de la commune de Hardinvast de participer à la procédure de consultation engagée par le Centre de Gestion de la Manche en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque « Prévoyance » ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial, en date du 28 novembre 2024,

L'autorité territoriale expose qu'en conformité avec l'article L. 827-7 du code général de la fonction publique qui dispose que les centres de gestion concluent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, le risque « Prévoyance », des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L. 827-5, le Centre de Gestion de la Manche a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », conformément au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 et au décret n° 2022-581 du 20 avril 2022.

À l'issue de cette procédure, le Centre de Gestion de la Manche a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de Intérieure - Willis Towers Watson pour une durée de six ans. Cette convention a pris effet le 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités et établissements publics peuvent désormais se rattacher à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation du comité technique.

Pour acter ce rattachement, une convention d'adhésion sera à établir entre la commune souhaitant adhérer et le Centre de Gestion.

L'autorité territoriale propose d'accorder, à compter du 1^{er} janvier 2025 une participation financière, pour le risque « Prévoyance », aux fonctionnaires et agents de droit public et de

droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation.

Le montant brut mensuel de cette participation sera de 7.00 € par agent.

L'autorité territoriale précise que cette participation est attachée à la convention de participation et ne peut être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.

L'autorité territoriale expose qu'il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Par ailleurs, l'autorité territoriale précise que, dans le cadre de ce dispositif, l'adhésion des collectivités et établissements publics à la convention de participation portée par le Centre de Gestion de la Manche est gratuite.

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, L'ORGANE DÉLIBÉRANT DÉCIDE :

à l'unanimité des membres présents

- d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche et Intériale / Willis Towers Watson, à effet au 1^{er} janvier 2025 ;
- d'approuver la convention d'adhésion à intervenir entre la mairie de Hardinvast et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Manche et d'autoriser le Maire à signer cette convention ;
- d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » ;
- d'instituer une participation financière à hauteur de 7.00 € bruts mensuels, par agent, pour le risque « Prévoyance », à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- de dire que cette participation financière sera accordée aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation ;
- de préciser que la participation employeur est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés ;
- de prévoir l'inscription au budget de l'exercice correspondant les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- d'autoriser le Maire, à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment tout document rendu nécessaire, avec le Centre de Gestion de la Manche et Intériale - Willis Towers Watson.

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

ECOLE/SIVOS

Réunion du conseil d'école

Le conseil d'école s'est réuni le jeudi 7 novembre 2024.

147 élèves sont scolarisés à l'école Les Charmilles.

Les élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école ont eu lieu le 11 octobre dernier. 222 électeurs étaient inscrits, 76 ont participé au vote.

Deux exercices PPMS ont eu lieu.

Une demande de mobilier a été formulée par Madame Jeanmougin.

Le repas de Noël de la cantine aura lieu le mardi 17 décembre.

Le spectacle de Noël, financé par l'association des parents d'élèves, aura lieu le jeudi 19 décembre.

Soutien financier à la psychologue scolaire

Une demande de participation de la psychologue scolaire intervenant dans les écoles du territoire a été réceptionnée. Elle demande aux communes de contribuer aux frais d'achat du matériel destiné aux séances avec les enfants. Le sujet sera abordé lors de la prochaine réunion des Maires de Douve Divette.

MAIRIE

021224-55

Demande d'enregistrement en vue de l'extension d'un élevage laitier et la mise à jour du plan d'épandage

La SAS Elevage de la Forge dont le siège social est situé 6 bis rue de la Forge à Hardinvast a présenté une demande d'enregistrement au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement, auprès de la Préfecture de la Manche concernant l'extension d'un élevage laitier et la mise à jour du plan d'épandage :

-L'élevage laitier passera de 150 à 240 vaches,

-La révision du plan d'épandage de l'élevage d'animaux dont la surface d'épandage maximale sera portée à 214.9 hectares.

Parallèlement, les exploitants, sous leur seconde structure juridique, l'EARL du Chêne (dont le siège se trouve à la même adresse), déclarent la poursuite de l'exploitation de l'unité de méthanisation, dont la quantité de lisier de bovin traitée sera portée à 11.2 tonnes par jour.

En conséquence, par arrêté du 04 octobre 2024, Monsieur le Préfet a ouvert une consultation du public du lundi 28 octobre 2024 au lundi 25 novembre 2024 inclus. Le dossier est consultable à la Mairie de Hardinvast, à la Préfecture de la Manche et sur son site internet.

Conformément aux dispositions de l'article L512-7-3 de code de l'environnement, il invite les conseillers municipaux de Brix, Couville, Hardinvast, Martinvast, Sideville et Tollevast à se prononcer sur le dossier, ces communes étant comprises dans un rayon d'affichage réglementaire de 1 km autour du site d'exploitation.

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, l'assemblée avait émis le souhait de reporter sa décision, afin de voir si des problèmes dont ils n'auraient pas connaissance seraient soulevés lors de l'enquête publique.

La consultation publique étant terminée, aucune observation n'ayant été formulée sur le registre mis à disposition du public, le Conseil Municipal, après délibération, donne un avis

favorable à la demande d'enregistrement formulée par la SAS Elevage de la Forge, pour l'extension de son élevage laitier et la mise à jour du plan d'épandage.

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

BUDGET

021224-56

Ouverture des crédits d'investissement 2025

Réglementairement, à compter du 1er janvier 2025, et ce jusqu'au vote du Budget Primitif 2025, la commune ne pourra pas procéder au paiement des dépenses d'investissement sans autorisation expresse du Conseil Municipal.

Afin de gérer au mieux les affaires courantes et de réaliser les investissements indispensables au bon fonctionnement des services, en attendant le vote du budget primitif principal de la commune de 2025, il convient d'ouvrir des crédits d'investissement dans une proportion des dépenses d'investissement budgétisées en 2024.

Le Maire propose de porter cette ouverture de crédit d'investissement jusqu'au vote du budget primitif 2025, à hauteur de 25 % (vingt-cinq pour cent) des dépenses d'investissement budgétisées en 2024 au titre du budget principal de la commune.

Les crédits sont ouverts comme suit :

Article	Budgétisé en €	Ouverture de crédit en €
203 (chap 20)	30 000	7500
2041512 (chap 204)	3 643	910.75
2111 (chap 21)	2 000	500
2157 (chap 21)	2 000	500
2184 (chap 21)	1 000	250
231 (chap 23)	203 738	50 934.50

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité, de valider cette proposition.

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

Décision modificative portant virement de crédit

Une décision modificative portant transfert de crédit à été nécessaire afin de payer des frais d'investissement (achat de buts de football) installés au stade de Virandeville.

	Article	Libellé	Montant
Investissement	231	Dépenses	
		Immobilisations corporelles en cours	- 564€
	2041412	Dépenses	
		Subventions équipements versées	+ 564€

021224-57

Amortissement des frais d'investissement du stade de Virandeville

Deux buts de football ont été achetés et installés au stade de Virandeville pour un montant de 3 681.87 €.

Ces frais entrent dans le cadre de la convention de participation qui lie les communes de Martinvast, Hardinvast, Tollevast, Saint-Martin le Gréard, Sideville, Teurthéville-Hague et Virandeville, au financement des dépenses d'entretien, de fonctionnement et de certaines dépenses d'investissement, pour les stades de : Hardinvast, Martinvast, Tollevast et Virandeville.

La participation de la commune à cette dépense d'investissement s'élève à 564 €.

Il est proposé à l'assemblée de porter à un an la durée d'amortissement de cette dépense et de l'amortir en une fois.

Après délibération, le Conseil Municipal valide cette proposition.

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

Budget annexe

Suite à la réunion entre les élus et le conseiller aux décideurs locaux (trésorier), du 26 novembre 2024, il a été décidé le report de la création du budget annexe lotissement « le Grand Jardin », à courant 2025. Les premières factures pourront être payées sur le budget communal et basculées ensuite sur le budget annexe quand il aura été créé.

EGLISE/CIMETIERE

Rénovation du mur

Le chantier portant sur la rénovation des murs du cimetière va démarrer.

Messe

La messe est célébrée chaque vendredi à 9h00 en l'Eglise Saint Barthélémy de Hardinvast.

Visite pastorale

L'Evêque de Coutances et d'Avranches, Monseigneur Grégoire Cador viendra à la rencontre des paroissiens de Sainte-Bernadette au cours de la semaine du 14 au 19 janvier 2025.

BIBLIOTHEQUE

021224-58

Prise en charge des frais de déplacement et de repas des bénévoles

Les bénévoles de la bibliothèque municipale sont amenés à se déplacer régulièrement à la bibliothèque départementale de Saint-Lô, notamment afin de procéder à l'échange du fonds de roulement semestriel composé de 600 livres et documents audiovisuels.

Ils sont également amenés à se déplacer pour suivre des formations, assister à des réunions, etc....., en lien avec l'accomplissement de leurs missions au sein de la bibliothèque (gestion, animation, etc...).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à payer :

- les indemnités de repas des bénévoles de la bibliothèque s'élevant à 20 € le repas,
- les frais kilométriques, calculés selon la puissance fiscale du véhicule utilisé,

dans le cadre des déplacements effectués pour l'accomplissement des missions, des formations et autres réunions qui incombent aux bénévoles de la bibliothèque municipale et ce, jusqu'à la fin du mandat.

Ces dépenses seront imputées en section de fonctionnement, à l'article 625 du BP.

Voix pour : 15

Voix contre : 0

Abstentions : 0

SALLE POLYVALENTE

021224-59

Modification des tarifs de location de la salle polyvalente

En raison des sous-locations régulières effectuées par certains administrés bénéficiant du tarif préférentiel et afin de rester cohérent avec les tarifs pratiqués sur le territoire, il est proposé de revoir les tarifs de location de la salle polyvalente.

Après débat et délibération, le Conseil Municipal, décide de passer à :

- 240 € le tarif « week-end » de location de la salle polyvalente pour les Hardinvastais, à partir du 1^{er} janvier 2026.
- 130 € le tarif de location de la salle polyvalente une journée sur semaine (hors jours fériés) pour les Hardinvastais, applicable dès ce jour.

Cette délibération annule et remplace les précédentes.

Récapitulatif des tarifs de location de la salle polyvalente :

	Habitants de Hardinvast		Hors Commune	
	Particuliers	Associations (2 gratuits/an)	Particuliers	Associations
Arrhes pour la réservation	150 €	0	150 €	150 €

Commune de HARDINVAST

Week-end*	200 € <i>240 € à partir du 01.01.2026</i>	200 € <i>240 € à partir du 01.01.2026</i>	280 €	280 €
Week-end* (remise des clés le samedi matin au lieu de vendredi après-midi)	210 €	210 €	250 €	250 €
*1/2 journée supplémentaire au week-end	30 €	30 €	30 €	30 €
*1 journée supplémentaire au week-end	50 €	50 €	50 €	50 €

1 journée en semaine (hors jours fériés)	130 €	0 €	155 €	155 €
2 heures suite inhumation	50 €	–	50 €	–
Forfait verres (vin d'honneur)	25 €	0 €	25 €	25 €
Vaisselle, le couvert de cérémonie	2.50 €	2.50 €	2.50 €	2.50 €
Vaisselle, le couvert simple	1 €	1 €	1 €	1€
Charges diverses basées sur la consommation électrique, le kw/h	0.25 €	0.25 €	0.25 €	0.25 €

Il est rappelé que :

- Les habitants de la commune sont prioritaires pour les réservations de la salle, en ce sens qu'elles leurs sont ouvertes dès le mois de janvier de l'année N-1 alors que les « hors commune » ne peuvent réserver qu'à compter du 1er février de l'année N-1.
- Le tarif « habitants de la commune » s'applique une fois par année civile et par foyer hardinvastais.

(Cf règlement intérieur de la salle polyvalente)

Voix pour : 9

Voix contre : 3

Abstentions : 3

LOGEMENT COMMUNAUX

Réfection de bandes et peinture des 5 logements locatifs de la rue Emmanuel Liais

Les travaux de reprise des fissures apparues sur certaines bandes de placoplâtre dans les logements locatifs de la rue Emmanuel Liais ont été mal exécutés. L'entreprise va réintervenir pour reprendre ce travail mal fait.

MICRO-CRECHE

Monsieur le Maire présente les plans du projet, remaniés par Monsieur Stéphane Watrin, architecte, suite au bornage qui a modifié les limites de propriété de la parcelle. Cette parcelle n'avait jamais été bornée.

Un rendez-vous chez le notaire est prévu pour échanger des bandes de terrain avec l'un des propriétaires riverains.

Les échanges avec la franchise « les Chérubins » se poursuivent.

La structure est intéressée par le projet. S'installer dans un bâtiment neuf et adapté serait un plus pour elle.

Le projet est estimé à 500 000 €, subventionné à hauteur de 50 % environ.

Un emprunt sur vingt ans sera contracté pour le reste à payer. Il sera remboursé par le loyer mensuel d'environ 2000 €.

VOIRIE

Affichage libre

Le projet de rénovation du mur du cimetière prévoit la suppression de sa partie destinée à l'affichage libre, afin d'améliorer l'esthétique de ce point de la commune.

Pour pallier à cette suppression, une étude est lancée pour l'installation de grilles ou panneaux. La loi impose aux communes de moins de 1000 habitants, la mise à disposition d'une surface de 4m² destinée à cet « affichage d'expression libre ». Les associations à but non lucratif pourront y faire leur publicité.

Cheminement piétons

Soucieuse d'assurer la sécurité des piétons, notamment des enfants, collégiens et lycéens, la commune souhaite mettre en place des cheminements piétonniers pour relier le bourg à l'aire de loisirs située rue des Vergers, et à l'arrêt de bus situé à la Bihellerie sur la RD900 (route de Bricquebec). Cette liaison est possible via la route RD152 (route de la Lande) très fréquentée par les automobilistes et dangereuse.

Pour remédier à cet état de fait, la commune envisage le développement du chemin piétonnier sur l'emprise des terres agricoles qui jouxtent la D152 et la D900, comme cela a déjà été fait dans le bas de la route de la Lande.

Deux délibérations sont ainsi proposées :

021224-60

Convention d'occupation de terrain pour aménagement d'un cheminement piétons sur la parcelle A1028 (sur Martinvast)

Monsieur le Maire présente à l'assemblée un projet de convention entre la commune de Hardinvast et la SAS Domaine de Beaurepaire, pour la mise à disposition d'une bande de terrain de 1,5 mètres de largeur située sur la parcelle agricole cadastrée A1028 sur Martinvast, le long de la RD900 (route de Bricquebec) et de la RD152 (route de la Lande), en vue du développement du chemin piétonnier reliant l'arrêt de bus de la Bihellerie à l'aire de jeux de la rue des Vergers et le bourg.

La commune prendra à sa charge les frais d'implantation du chemin et d'installation d'une clôture.

Cette convention est consentie à titre gratuit.

Après délibération, le Conseil Municipal, valide cette convention et autorise Monsieur le

Maire à la signer.

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

021224-61

Convention d'occupation de terrain pour aménagement d'un cheminement piétons sur la parcelle A1028

Monsieur le Maire présente à l'assemblée un projet de convention entre la commune et Monsieur Denis ADE, pour la mise à disposition d'une bande de terrain de 1,5 mètres de largeur située sur la parcelle agricole A0250, le long de la RD152 (route de la Lande), en vue du développement du chemin piétonnier reliant l'arrêt de bus de la Bihellerie à l'aire de loisirs de la rue des Vergers et le bourg.

La commune prendra à sa charge les frais d'implantation du chemin et d'installation d'une clôture.

Cette convention est consentie à titre onéreux. Une redevance fixe de 50 € sera versée annuellement au propriétaire.

Après délibération, le Conseil Municipal, valide cette convention et autorise Monsieur le Maire à la signer.

Voix pour : 15
Voix contre : 0
Abstentions : 0

Aménagement du parking rue de l'Eglise

Les plans et esquisses du parking qui sera aménagé face à la micro-crèche et à l'entrée du futur lotissement le Grand Jardin, sont présentés à l'assemblée.

Les places de stationnement seront constituées de plaques en nid-d'abeilles permettant un drainage naturel des eaux de pluie.

LOTISSEMENT LE GRAND JARDIN

Le projet suit son cours. Monsieur le Maire présente le calendrier des travaux.

La mise en vente des parcelles est estimée à juin 2026.

Des rencontres avec d'éventuels investisseurs ont eu lieu afin de d'étudier la faisabilité de programmes locatifs sur des parcelles réservées à cet effet.

DEFENSE INCENDIE

Le poteau incendie de la rue de Saint Martin sera installé prochainement.

PLUI

Le règlement du PLUI est en cours de rédaction. Une réunion de travail sur ce thème est

prévue mercredi 4 décembre au pôle de proximité de Douve Divette.

QUESTIONS DIVERSES

●Fourrière agréée : une convention est proposée par la fourrière « luxury dog » de Brix, pour la gestion des animaux trouvés ou abandonnés. Cette société menace les communes dépourvues de fourrières et qui refuseraient de conventionner avec elle.
Ce sujet sera mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil Municipal.

●Fleurissement : Le jury du « Label Villes et Villages Fleuris » maintient la commune en 2^{ème} fleur. Il repassera en 2025, une fois les travaux d'aménagement du bourg réalisés, pour étudier l'éventuelle attribution d'une 3ème fleur. Le choix du minéral ne leur convient pas.

●Remerciements : l'association Crazy Rock remercie le conseil Municipal pour le tarif préférentiel de location de la salle polyvalente accordé pour l'organisation de sa soirée au bénéfice du téléthon.

●Bûche des aînés : cette après-midi récréative à destination des aînés de la commune est programmée le mercredi 18 décembre.

●Cérémonie d'hommage aux soldats morts en Afrique du Nord : elle aura lieu cette année à Hardinvast, le vendredi 6 décembre à 10h45.

●Vœux du Maire 2025 : ils sont programmés le samedi 18 janvier.

Séance levée à 20h02.